

International Campaign to Ban Landmines

Intersessional Meeting

Comments on the Observations of the Committee on Victim Assistance

25 June 2015

Merci M. le Président -- et en particulier, en tant que membres observateurs du comité, nous souhaitons remercier le Costa Rica et le Comité pour la façon enthousiaste et proactive avec laquelle ils ont mené nos travaux depuis la Conférence de Maputo.

Nous avons porté attention aux notes d'ouverture et nous souhaitons mentionner que bien que nous aimions également les weekends, nous nous réjouissons d'entendre *toutes* les interventions que les participants à ce meeting ont préparées. Vous êtes venus de tous les coins du monde avec d'importants renseignements à partager. Ce forum vous appartient.

Nous prenons note des observations du comité et des lacunes en matière de rapportage sur la mise en œuvre du plan d'action de Maputo. En effet le rapportage est incomplet, voir absent dans la plupart des cas. Mais nous, les partenaires de la société civile, savons que de nombreuses activités d'assistance aux victimes sont en cours, que de nombreux efforts sont déployés.

Respecter les droits des victimes ne devrait pas être compliqué. La communauté de l'action contre les mines s'est attelée à la tâche depuis plus de 15 ans. Collectivement, nous nous améliorons chaque année, nous comprenons de mieux en mieux quelles sont les mesures à prendre. A l'échelle nationale, les partenariats nécessaires sont en place ou en développement. Un large bagage de connaissances collectives a été partagé au fil des ans, par exemple lors des programmes parallèles aux Réunions des Etats Parties, ou lors de réunions internationales ou régionales thématiques. Les Etats ont réaffirmé leur attachement et leur détermination à respecter les droits des victimes, à plusieurs reprises incluant dans le plan d'action de Maputo.

Bien sûr, ce sont les Etats eux-mêmes qui doivent prendre pleinement la responsabilité d'exercer un leadership sur les questions d'assistance aux victimes. L'appropriation nationale est essentielle pour assurer la durabilité des mesures prises. Mais les Etats ne sont certainement pas livrés à eux-mêmes – la société civile s'engage à leurs côtés. Les survivants, leurs familles, leurs communautés et les organisations de personnes handicapées sont disposées à participer activement à la planification et à la mise en œuvre de l'assistance. La participation des survivants aux processus qui les concernent est l'un des engagements du Plan d'Action de Maputo – lorsque vous nous consultez et lorsque vous faites en sorte que nous puissions participer activement, vous remplissez l'un de vos engagements.

Je travaille en République démocratique du Congo. Sur ce territoire 80 fois plus vaste que la Belgique, on retrouve de nombreux survivants. Dans la plupart des cas, des efforts soutenus seront encore nécessaires avant que leurs droits les plus fondamentaux soient respectés. Les organisations non-gouvernementales et les réseaux de survivants travaillent avec leurs partenaires ministériels, en collaboration également avec les Nations Unies. Notre travail collectif nous amène à bien comprendre les besoins des survivants à travers le pays, ce qui nous a permis de développer une série d'objectifs en ce qui concerne l'assistance aux victimes. Des ajustements mineurs seront requis afin que ce plan reflète les engagements de Maputo, mais à la base les objectifs demeurent tout à fait valides. Et je crois que c'est le cas également dans un grand nombre d'Etats parties. On voit dans le tableau que vous avez distribué aujourd'hui qu'aucun pays n'a annoncé avoir pris des mesures en application du Plan de Maputo. Mais en réalité, de nombreux efforts ont été réalisés au cours des années passées qui peuvent servir de base solide pour l'application du Plan de Maputo.

Vos partenaires de la société civile, les membres de l'ICBL et d'autres organisations internationales sont disposés à travailler avec les Etats à l'échelle nationale pour recueillir les données de base, clarifier les plans et définir les objectifs lorsque nécessaire. Les rapports du Landmine Monitor sont riches de renseignements et de données utiles. De nombreux membres de l'ICBL contribuent à recueillir et à analyser ces données. Nous vous recommandons d'utiliser ces données et notre soutien lorsque vous préparez vos rapports en application du Plan de Maputo. Des membres de l'ICBL ont apporté leur soutien

à la préparation de rapports utilisant l'outil conceptuel depuis la conférence de Maputo. Nous espérons que la prochaine version des observations du comité comportera un tableau rempli de petits crochets. La préparation de ces rapports devrait pouvoir être terminée en l'espace de quelques semaines.